

## Ouverture « rencontre nationale du sport et des staps à l'université »

L'intitulé et l'organisation de cette journée nous invitent à questionner deux champs a priori distincts :

- L'un portant sur une offre universitaire de formation en et par les APSA devant contribuer, si l'on suit l'art. 2 de la Loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, « à la réduction des inégalités sociales et culturelles et à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes en assurant à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité l'accès aux formes les plus élevées de la culture et de la recherche. ».
- L'autre traitant d'une filière universitaire de formation et de recherche dans le domaine des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives structurée en différentes mentions et débouchant sur des métiers identifiés dans l'animation, l'entraînement, l'éducation, la rééducation, le management dans et par la pratique des APSA.

Malgré ou grâce à cette distinction des deux thèmes nous allons tenter de dégager des axes communs, des enjeux partagés entre ces deux champs.

Par cela nous justifierons l'existence même de cette première rencontre nationale.

Par cela nous affirmerons des perspectives revendicatives et d'actions que nous souhaitons partagées et rassembleuses.

L'interrogation centrale de notre intervention de ce matin est la suivante :

### « Quels sont les enjeux politiques de la reconnaissance des APSA dans le monde universitaire ? »

« Enjeux politiques » au sens noble du terme, c'est-à-dire : comment la cité universitaire intègre les APSA comme objet de connaissances et moyens de formation ? Quelle place et quel statut lui attribue l'Université en tant qu'institution historiquement marquée par la production et la diffusion des connaissances ?

Nous traiterons de cette perspective à travers, successivement, trois types d'enjeux :

1. Les enjeux sociaux et culturels de la pratique pour tous des APSA dans l'enseignement supérieur.
2. Les enjeux épistémologiques d'une reconnaissance des APSA comme objet de connaissances et moyens de formations.
3. Les enjeux financiers d'une offre généralisée de pratiques d'APSA, dans des conditions matérielles et pédagogiques quantitativement et qualitativement satisfaisantes.

### **Enjeux sociaux et culturels de la pratique pour tous des APSA dans le supérieur.**

En termes d'enjeux, nous envisageons ce qu'a à gagner une société au développement à tous les niveaux, des pratiques physiques, sportives et artistiques ? Au même titre qu'on n'imagine mal une société développée sans un haut niveau de connaissances en sciences et techniques ou en littérature, ne doit-on pas considérer l'acculturation physique comme une des missions essentielles d'un État ? et ça, de la maternelle jusqu'à l'université.

Comment alors penser la place des APSA dans l'université ? Quelles APSA et quel travail sur ces objets permettent de légitimer leur place à l'université ? Qu'enseigne-t-on de spécifique à l'université par rapport à l'enseignement secondaire ou à tous autres clubs et /ou organismes de loisirs (cf UCPA) ? Dans l'importante diversité des APSA susceptibles d'être enseignées, ne doit-on pas faire des choix sur ce qui, au regard du système universitaire, mérite d'être présenté aux étudiant-es ? Toutes les APSA se valent-elles ? Par exemple, quel regard politique porter sur les pratiques des salles de remise en forme ? Leur succès empêcherait-il d'y porter un regard critique ? Leur apparition (et succès) dans l'École et l'Université leur donnerait-elle d'emblée un crédit éducatif, une légitimité intrinsèque ? Leur efficacité réelle ou supposée sur « le souffle », « la souplesse », les « formes » (en plus pour les hommes en moins pour les femmes va sans dire !) les protégerait-elle d'une quelconque analyse politique critique... L'université, à travers les SUAPS et les STAPS n'a-t-elle pas alors pour mission de construire et de diffuser une approche critique des APSA comme objet de dominations, de déviances et d'exclusions culturelles, sexuelles et sociales ? l'université a la responsabilité de proposer de faire évoluer la culture. Elle doit être inventive et non reproductrice. Inventive sur les évolutions réglementaires, les pratiques mixtes, les formes de rencontre entre les étudiant-es...

Nous espérons que cette idée sera mise en débat par les intervenants de la première table ronde lorsqu'ils s'interrogeront sur ce que l'on doit proposer comme APSA à l'Université.

Enfin, nous ne pouvons pas traiter de la problématique du choix des activités sans interroger une des finalités omniprésente à cette rentrée : la santé des étudiant-es. Car je vous en informe, vous êtes malades ! De quelle santé parle-t-on ?

Peut-on limiter la santé au seul bon fonctionnement métabolique de l'organisme ? Cette position ne revient-elle pas à réduire la place de l'enseignement des APSA à l'université à un utilitarisme hygiéniste ? Il est intéressant de s'attarder sur la santé des gens en bonne santé. Y aurait-il une Education Physique pour garder la santé (à base d'Activités d'entretiens physiques) et une qui n'aurait aucun effet sur la santé (à base d'APSA) ?

Nous souhaiterions que soit débattue une approche socioculturelle de la santé. Une perspective postulant que la santé d'une nation se voit aussi dans les types de rencontres qu'elle suscite entre les individus. Remettons dans le débat une société des loisirs (« relâchement de l'autocontrainte » Elias) source de bien être des hommes sains et laissons aux médecins les problèmes de santé des gens malades !

### **Enjeux épistémologiques quant à la reconnaissance des APSA comme objets et moyens de connaissances et de formation.**

C'est une chance de pouvoir parler ensemble, aujourd'hui, de tout un domaine de production, d'invention, de découverte, de savoirs sur le développement des possibilités d'agir corporellement de l'Humain. C'est un plaisir de mettre en débat la noblesse des interrogations sur la connaissance, l'acquisition et la transformation d'un patrimoine Humain : Les Sports.

Comment l'humain construit et transmet le patrimoine historiquement et socialement construit des Activités Physiques Sportives et Artistiques ?

Cette interrogation, si intéressante soit elle, n'est-elle pas, quand même, victime d'une hiérarchisation universitaire, pour ne pas dire un dénigrement ? Quelle est la reconnaissance universitaire des recherches sur le Sport ? Sur ces différentes modalités de pratiques ? sur ses pratiquant-es ? et sur les dispositifs familiaux, fédéraux, scolaires que l'Humain construit pour transmettre des techniques sportives ?

N'y a-t-il pas une contradiction entre l'intérêt porté par la société à la pratique des APSA (une « société des loisirs ») et la faible reconnaissance des acteurs (enseignants, formateurs, chercheurs...) engagés sur ces problématiques ? Comment expliquer que certains chercheurs en STAPS aillent puiser ailleurs, dans d'autres champs, des reconnaissances scientifiques ? Pourquoi les chercheurs engagés sur des perspectives d'analyse de la complexité des APSA d'un point de vue technologique, anthropologique et de l'intervention d'un point de vue didactique, ont-ils le plus grand mal à survivre dans les STAPS ? Que dire alors de ceux qui travaillent sur les « savoirs professionnels » ?

Si on compare au cinéma où aux beaux-arts, ...il reste du chemin pour que l'université reconnaisse comme objet d'étude noble des pratiques de divertissement. Cette mission que l'on souhaiterait voir attribuer à l'université représente bien un enjeu pour la société.

Notre propos n'est pas une plainte du style « personne ne nous aime » mais l'illustration que la légitimité scientifique, universitaire et son pendant : la hiérarchisation des savoirs est une construction sociale : osons le encore ! « les recherches dominantes sont celles des dominants » (nous pourrions l'illustrer avec les évolutions actuelles de Normale Sup EPS !).

### **Enjeux budgétaires pour une démocratisation de la pratique des APSA pour tous dans des conditions pédagogiques et matérielles de haut niveau et pour une amélioration significative des conditions d'étude en STAPS.**

Je pense que les intervenants de la première table ronde en parleront mais les données sur le taux d'encadrement en STAPS et en SUAPS sont proportionnelles à l'intérêt que leur porte l'administration et l'institution. Comment justifier que 35% des horaires en SUAPS soient assurés par d'autres professionnels que les titulaires des SUAPS ?

Comment justifier que dans un UFRstaps de 60 postes, que je connais bien, le nombre d'heures complémentaires et de vacances additionnées permettraient de créer 11 postes de professeurs à 384 heures ?

Peut-on soutenir encore longtemps la contradiction entre les 70% d'étudiant-es désirant pratiquer du Sport et les seuls 20% qui le peuvent ? faute de temps libres, d'encadrement, d'installation, de financement...

Le retard d'investissement financier dans l'enseignement supérieur est abyssal. Les conditions de formations et d'études sont généralement critiques même si dans certains cas elles sont juste détestables voir indignes.

Retenons quand même dans nos échanges et débats sur cette journée que la revendication d'une hausse significative de l'investissement pour l'enseignement supérieur n'est que la juste demande pour que nos progressistes propositions voient le jour : Une Éducation Physique et Sportive de qualité pour le plus grand nombre.

Pour finir et revenir sur les « dominants » (attention on est toujours le dominant de quelqu'un !) HEC et sciences Po imposent la pratique d'un sport sur la scolarité, les concours d'entrée de l'ENA et de l'École Nationale de la Magistrature ont des épreuves physiques à l'admission. Pour certain-es, une culture sportive serait obligatoire et sanctionnée... pour d'autres elle serait optionnelle.